



**Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,**

Lorsque nous avons quitté le CDEN l'an passé, des dizaines de classes avaient fermé et nous avions une carte scolaire destructrice pour notre département. Les collègues, les parents, les élus et surtout les élèves en ont subi les conséquences.

Concernant les opérations de carte scolaire cette année, et malgré la dotation de 4 postes pour notre département, nous avons le sentiment que le service public d'éducation recule encore un peu plus sur notre territoire. Fermetures de classes, nombreuses fermetures d'écoles, générées par l'aménagement du tissu scolaire et par une convention, convention dont nous savons d'ores et déjà que nous en paierons l'addition dans un futur assez proche. Le moratoire ne sera pas éternel... Nous prenons le pari qu'il ne tiendra pas 3 ans... Certes, des élus se sont engagés, souvent contraints, parfois par un jeu de chantage, mais surtout cette politique restrictive imposée par une réforme territoriale néfaste pour notre département rural. Nous dénonçons aussi la suppression des 5 postes d'enseignants éducateurs à l'EREA, remplacés par des emplois d'Assistants d'Éducation, précaires et non formés. Nous rappelons aussi notre rejet de la Réforme du Collège sous sa forme actuelle qui ne va pas dans le sens de l'amélioration de l'apprentissage pour les élèves, mais d'une mise en application du management par les chefs d'établissements.

Nous le disions dans une de nos publications, cette politique va droit dans le mur : économiquement, cela ne fonctionne pas ; socialement, c'est un désastre et politiquement c'est suicidaire. Le projet de loi « Travail » en est la parfaite illustration. Nous lutterons aux côtés des organisations progressistes pour combattre ce projet. Il faut s'adapter au monde moderne qui évolue entend-on ! Reculs sociaux, précarisation des salariés et notamment des jeunes, telle est la conception de la modernité ? Le MEDEF n'en demandait pas tant ! La surenchère de la campagne électorale a déjà commencé... Mais attention, la colère monte et la jeunesse gronde...

Lors des prochaines élections, il ne faudra pas s'étonner de la montée d'un extrémisme dangereux et nauséabond surfant sur la haine, l'isolement et la peur de l'autre. Partout où le service public recule, et à fortiori dans les campagnes, le Front National progresse.

Triste constat mais ô combien implacable ! Eh oui, mesdames et messieurs, le service public et notamment celui de l'éducation, c'est une chance, une richesse ! Il transmet des valeurs, il rassure et surtout il rassemble...

Alors, stop ! Fustigeons cette politique libérale qui détruit, voire anéantit notre tissu social. Mesdames et messieurs les élus, nous vous le répétons une fois encore : vous êtes les premiers témoins de la souffrance de notre population... Chômage, précarité, pauvreté, alors que notre pays n'a jamais produit autant de richesses ! Partager, c'est pourtant un message et une valeur que nous enseignons à l'école...

Former des citoyens éclairés, libres grâce à une école égalitaire et émancipatrice, ayant les moyens de fonctionner partout et pour tous... A la FSU, nous portons ces valeurs et ce n'est être ni rétrograde, ni immobile, ni utopiste que de vouloir une société plus humaine, plus égalitaire et plus fraternelle... Pouvoir se loger, manger et travailler pour vivre dignement... Accéder à l'éducation, à la culture, pour libérer les consciences...

Madame l'Inspectrice d'Académie, nous vous l'avons dit la semaine passée à l'occasion du comité technique et nous le répétons aujourd'hui devant les membres du conseil : nous ne partageons pas la responsabilité des décisions qui seront prises. Elles sont les conséquences de la politique de plus en plus libérale. A la FSU, nous avons d'autres ambitions pour l'école et le service public.

***Les représentants de la FSU***